



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1958>

# Vite... le faire taire !

- Actualités -



Date de mise en ligne : samedi 19 septembre 2015

---

L'École Émancipée

---

**« Je ne sais pas justifier que quelqu'un qui travaille dans la cybersécurité dans une PME soit un contractuel en CDD et que quelqu'un qui travaille, par exemple, dans mon ministère dans le développement économique doive être un fonctionnaire. »**

Emmanuel Macron, ministre « on ne peut plus libéral » de l'économie de ce gouvernement « dit socialiste », a un nouveau dada qui n'étonne plus personne au vu de ses méfaits passés.

Après ses dernières sorties sur le démantèlement du code du travail ou sur les 35 heures, « le petit marquis de Bercy », comme le surnomme si judicieusement Laurent Mauduit de Médiapart, poursuit sans faillir dans ses obsessions de « réformes » et de réduction des dépenses publiques, souhaitant organiser le recul social et mettre en place la flexibilité généralisée pour les salariés et les fonctionnaires, bafouant les principes d'égalité et de justice ; tout ça par pure complaisance envers le monde de l'argent dont il est issu.

L'associé-gérant de la banque Rothschild n'aurait pas dénoté dans un gouvernement de droite, sous le règne de Nicolas Sarkozy dont il reprend le cheval de bataille de réduction drastique du nombre de fonctionnaires.

Toujours la même rengaine, la faute aux fonctionnaires qui coûtent trop cher et sont si peu efficaces !  
Dénigrement systématique et volonté d'appliquer à la fonction publique les méthodes de management du privé, les suppressions de postes, la précarité, les restrictions salariales,...

Les fonctionnaires ont certes des droits. Ils ont aussi des obligations et sont les garants auprès des usagers des valeurs d'égalité d'accès, de neutralité, de continuité.

Le statut qui protège effectivement les fonctionnaires est le gage de leur indépendance, sans qu'ils subissent les pressions d'intérêts privés.

Il est temps de construire les mobilisations qui fassent taire ce ministre et contraignent le gouvernement à abandonner ses politiques d'austérité.

**Les mobilisations à venir, dont la journée du 8 octobre, dans la continuité des manifestations du collectif 3A et du 9 avril seront un moment nécessaire pour construire le rapport de force et combattre avec acharnement les dérives libérales de ce gouvernement. La FSU devra être encore plus volontariste et à l'offensive pour combattre avec les personnels, les salariés, et dans l'unité la plus large, les politiques d'austérité et les régressions sociales généralisées.**